

REPUBLIQUE FRANÇAISE

EXTRAIT DU REGISTRE

DEPARTEMENT DU CALVADOS

DES DELIBERATIONS DU

NOMBRE DE MEMBRES :

Afférents au Conseil Municipal : 11

En exercice : 10

CONSEIL MUNICIPAL DE

BEUVRON EN AUGE

Qui ont pris part à la délibération :

9

Séance du 08-04-2024

Date de la convocation

04-04-2024

Date d'affichage

04-04-2024

L'an deux mil vingt-quatre, le huit avril, le Conseil Municipal de Beuvron en Auge, régulièrement convoqué, s'est réuni à la Mairie sous la présidence de M. Jérôme BANSARD, Maire.

Présents : M. Jérôme BANSARD, Maire ;

Mme Béatrice GRANGE-LECOMTE, 1^{ère} Adjointe ; M. Jean-François MOREL, 2^{ème} Adjoint ;

M. Alain GAYET ; Mme Elisabeth SAUTY de CHALON ; M. Marc CHAZELLE ; M. Eric WETTERWALD-VERMUGHEN ; M. Jean-Jacques CAMPION

Absent excusé : M. Samuel HAREL (donne pouvoir à M. Jérôme BANSARD)

Absent : Mme Mélanie HERVE

Secrétaire de séance : M. Jean-François MOREL

4. Occupation du domaine public de la place Michel Vermughen et de la rue des Haras par les exploitants ou gérants d'activité de restauration et de service de boissons pour la saison 2024

Vu la Loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales ;

Vu la Loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.1111-1 à L.1111-6 et L.2122-1, L.2122-2, L.2122-3 ;

Vu le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques, et notamment les articles L.2122-1 à L.2122-4 et L.3111.1 ;

Vu le Code de la Voirie Routière ;

Vu le Code de la Route, notamment l'article L.411-1 ;

Vu le Code de la route et l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière ;

Vu le Code de l'Environnement ;

Considérant la nécessité de définir, pour la saison 2024, les règles d'occupation de la place Michel Vermughen et de la rue des Haras, pour les exploitants ou gérants d'activités de restauration;

Considérant qu'il y a lieu de définir un cadre à cette autorisation d'extension temporaire, afin de préserver également le passage et la sécurité des usagers de l'espace public, ainsi que le caractère esthétique de la place Michel Vermughen ;

Sur la proposition de M. Jérôme Bansard, Maire de Beuvron-en-Auge, et sur sa présentation ;

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

Décide d'autoriser l'occupation du domaine public de la place Michel Vermughen et de la rue des Haras par les exploitants ou gérants d'activité de restauration et de service de boissons pour la saison 2024 ;

Décide par conséquent que :

- Les dispositions qui suivent s'appliqueront tous les jours à partir du 1^{er} mai au 30 septembre 2024, de 11 heures à 22 heures pour la place Michel Vermughen et de 9 heures à 20 heures (22 heures le vendredi) pour la rue des Haras ;
- La route R 49-D conservera sa vocation semi-piétonne, pour rester accessible uniquement aux riverains, livraisons et véhicules de secours ;
- Les commerçants exerçant une activité de restauration et de service de boissons qui en feront la demande pourront installer des contre-terrasses sur la place, d'une surface maximale de 10 m² au droit de leur commerce, ce qui représentera jusqu'à 10 personnes, par table de 2, 4 ou 6 personnes ;
- En contrepartie de l'installation de ces contre-terrasses, une redevance sera perçue sur la base de 25 € / m² et par mois, les période allant du 1^{er} au 31 mai d'une part, et du 1^{er} juin au 30 septembre d'autre part, étant indivisibles ;
- Cette redevance fera l'objet d'un titre de recettes mensuel. Le défaut de paiement des redevances au plus tard à la fin de l'année concernée par cette occupation entraînera l'impossibilité de solliciter une nouvelle autorisation l'année suivante ;
- L'exploitant du Bar-Tabac "L'Orée du village" pourra installer une contre-terrasse au droit de son établissement. Les tables devront être installées sur les places de stationnement au droit de l'établissement, charge pour l'exploitant de mettre en place un dispositif permettant de garantir la sécurité des consommateurs. Ce dispositif ne devra pas dépasser la limite intérieure (par rapport au trottoir) du marquage au sol délimitant les places de stationnement ; il ne devra pas non plus être plaqué contre la bordure du trottoir, afin de laisser un espace pour faciliter l'écoulement des eaux pluviales ;

Dit que la présente délibération sera notifiée au Sous-Préfet de Lisieux et au Trésorier du SGC Val et littoral de Caen ;

Le Maire
Jérôme Bansard

Le Secrétaire de séance
Jean-François Morel

Transmis en Sous-Préfecture
et exécutoire le 2024